

« Engager la baisse des dépenses publiques »

Interview. Lors des Journées de l'Economie de Lyon (1), Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation iFrap, interviendra sur « Etat : meilleur ennemi de la compétitivité ? ». Elle revient sur la tension autour de la fiscalité.

Le service public français coûte-t-il trop cher ?

La France dépense tous les ans 27,7 % de sa richesse nationale à produire ses services publics quand les pays de l'Union européenne dépensent 24,9 % de leur PIB en coûts de production. Et ce sans différence notable des services publics français (éducation, transports publics etc) en termes de qualité et de niveau des prestations. Or la différence entre ces deux chiffres est de 60 milliards d'euros. Nos coûts de fonctionnement et de distribution des prestations sont beaucoup trop élevés. Cela signifie que l'on pourrait économiser 60 milliards d'euros chaque année pour des services publics de même, voire de meilleure qualité.

La politique fiscale du gouvernement est vivement critiquée par une majorité de Français, particuliers et entrepreneurs. Qu'en pensez-vous ?
Le ras-le-bol des Français ne remonte pas seulement aux dernières annonces de taxes. Depuis 2010, toutes les lois de finances entraînent des hausses

d'impôts très significatives. La dépense publique folle entraîne la fiscalité folle. C'est ce que les Français sont entrain de vivre. Et ils finissent par trouver cela insupportable. Les gouvernements de droite comme de gauche expliquent que ces hausses de taxes vont permettre de redresser la situation du pays. Or, les Français constatent exactement le contraire. On ne peut pas parler de pause fiscale et continuer d'aligner de nouvelles taxes. C'est la baisse des dépenses publiques qu'il faut engager maintenant.

Et pourtant, il faut bien diminuer le montant de la dette publique et gérer des services publics...

Les prélèvements obligatoires sont aujourd'hui en France parmi les plus élevés d'Europe. Plus de 46 %. Seuls le Danemark était encore devant nous et nous allons les dépasser en 2015 car eux ont compris qu'il fallait baisser la pression fiscale pour avoir une économie en bonne santé. Une économie qui permet la création d'emplois marchands et valorise l'entrepreneuriat. Ce n'est pas

parce que l'argent est public qu'il faut à tout prix le dépenser. Prenez l'exemple de l'Education Nationale. Ce n'est pas en lui octroyant des milliards d'euros supplémentaires que le système éducatif sera plus performant. Alors que l'on dépense déjà tous les ans 30 milliards d'euros de plus que l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans ce domaine pour le primaire, le collège et le lycée, la seule réponse est toujours d'ajouter des moyens et des postes. Ce n'est pas sérieux [...]. Les Français devraient pouvoir bénéficier de la traçabilité de toutes les dépenses publiques.

Ce qui n'est pas le cas ?

Non, il y a encore beaucoup trop de documents qui restent à la discrétion des administrations [...]. Avec plus de transparence dans la gestion des services publics, on arrivera à mettre les décideurs en face de leurs contradictions, notamment dans la gestion et la répartition des prestations sociales.

Recueillis par Vincent Rocken

(1) Les 14-16 novembre.



Photo DR

Bio EXPRESS

Age

34 ans

Formation

Histoire économique contemporaine

Fonction

Directeur de la Fondation iFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) depuis décembre 2009. Elle a commencé sa carrière comme

journaliste, notamment au Figaro, L'Express et France Info. Elle est aussi auteur de « 60 milliards d'économies ! Oui... mais tous les ans », aux éditions Albin Michel en 2013.

Son plus

Lire et passer du temps avec sa famille

Sa devise

« Rien n'est impossible, même pas réformer la France ».